

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Décision du 7 mai 2021 portant sanction dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie

NOR : TRER2124935S

Par décision en date du 7 mai 2021, en application de l'article L. 222-2 du code de l'énergie, la ministre de la transition écologique a prononcé, à l'encontre de la société ELECTRICITE DE FRANCE, dont le siège social est situé 22-30, avenue de Wagram, 75008 Paris 8, l'annulation d'un volume de 7 258 800 kWh cumac de certificats d'économies d'énergie au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique.